REPUBLIQUE FRANÇAISE
Elections Législatives JUIN 1981

DEPARTEMENT du CHER
2-ème Circonscription

le Rassemblement National Démocratique & Social

Union des Gaullistes de Gauche

Union Centre Gauche V ème République

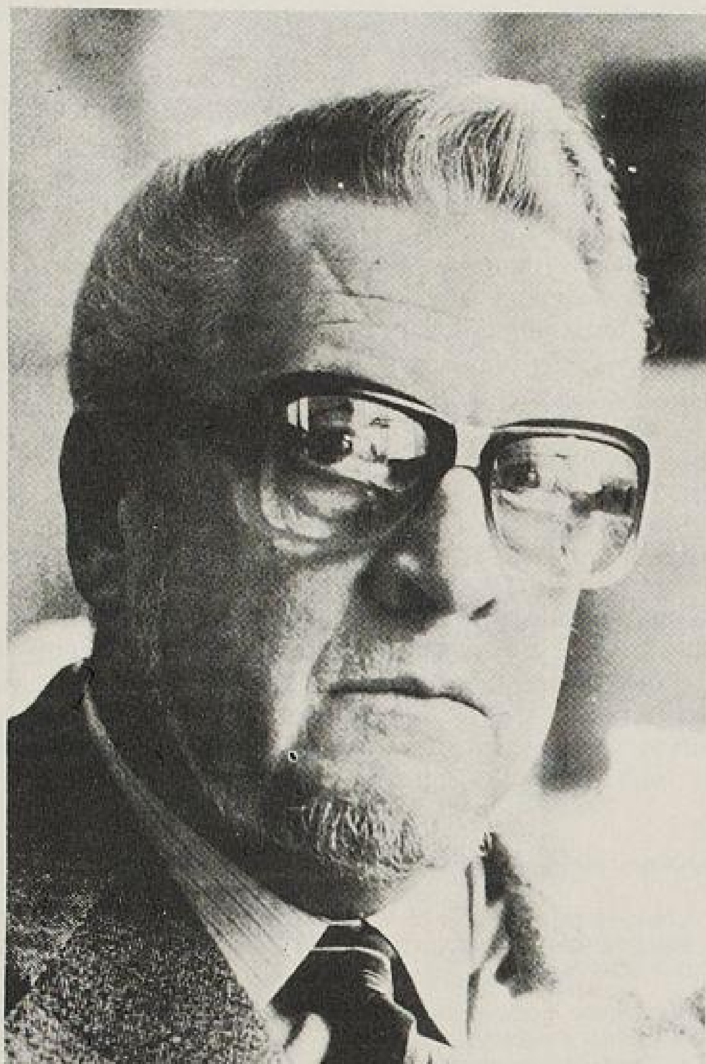
Union des Gaullistes de progrès

Mouvement des Démocrates
(Robert Grolade)

Centre Social Français

Le Club Louise-Michel

Présente



Pierre MALRAUX

Directeur de Publication du magazine VERT
Écologie - Environnement - Plaisir de vivre

Roger COULON

Cadre de la Métallurgie

suppléant

Il serait temps que la France, comme le monde occidental, cesse d'obéir aux règles capitalistes, et de défendre des systèmes qui ne peuvent en rien leur être profitable.

L'avenir s'annonce sombre. Des conflits armés menacent alors que la guerre économique n'a pas cessé de s'intensifier autour de la planète depuis 1945. Des millions d'êtres humains meurent de faim ou risquent d'en mourir dans les prochaines décennies. Faut-il se résigner ? Je m'y refuse absolument. Je ne peux accepter de considérer que la seule solution à la crise actuelle soit la guerre, (guerre subversive ou mondiale). Si la guerre est une horreur, il n'y a pas de terme assez puissant pour qualifier une guerre civile.

Il faut tout tenter pour dégager des solutions pacifiques avant les solutions extrèmes. Même si elles ont peu de chance. La guerre ne peut être en soi une solution, les deux derniers conflits mondiaux en ont fait la démonstration. A moins d'accepter, comme une fatalité, le principe d'un conflit ouvert à chaque génération.

Il y a mieux à faire. Et d'abord nous ouvrir au Tiers Monde. Accepter avec lui un partage juste et loyal. Sinon, nous subirons les conséquences irréversibles de notre choix, la mort et la destruction. André Malraux a dit : « Une vie ne vaut rien, rien ne vaut une vie ». Ce sujet de réflexion n'est-il pas de pressante actualité ?

Nous n'avons pas su nous préparer à entrer dans le XXIe siècle ; de là vient la crise que nous traversons. En 1850, les idées avancées par les grands précurseurs Marx et Engels étaient géniales. Mais les leaders syndicaux et politiques qui ont repris ces philosophies n'ont pas su les adapter à l'évolution du monde. Ancrés sur des positions bien établies, ils se sont contentés d'édifier de nouvelles féodalités.

Economiquement, notre société est fondée sur la guerre. Tous les vingt cinq ans, on détruit pour reconstruire. Nos industries sont équipées en fonction de ce système, surproductrices en temps de paix. Du jour ou il n'y a plus eu de dégats de guerre à réparer, nous nous sommes lancés à plein régime, dans l'économie de consommation. L'erreur — mais était-elle évitable dans la logique d'alors ? — fut de libérer le crédit. Lancés dans une course aux investissements sans modération aucune, les industriels ont seulement cherché à produire plus. A l'heure actuelle nous avons dépassé le point de saturation dans tous les domaines.

Pour vendre à tout prix, les industriels en sont venus à vendre plus cher l'accompagnement du produit que le produit lui-même, le contenant que le contenu. Dans ce gaspillage aussi le niveau de saturation a été rapidement atteint. Avec le développement du chômage, les consommateurs n'ont plus d'argent pour acheter l'inutile.

Car la mécanisation et le progrès technique ont voulu que la machine surpasse l'homme. La technicité aurait pu servir à améliorer la condition humaine, la condition des travailleurs. Mais le monde capitaliste, qui finance seul la recherche n'a tenu compte que d'un profit à court terme, non du facteur humain. Le chômage ne pouvait que se généraliser.

On parle aussi de crise de l'énergie. En fait la crise de l'énergie n'est qu'une excuse. La situation actuelle est la conséquence du comportement du monde industriel et capitaliste, il a développé l'énergie la plus commode et la plus facilement transportable, l'électricité. Mais cette énergie, il a fallu la tirer des hydrocarbures, peu chers. Sans se poser le problème de l'inévitable raréfaction d'une énergie fossile, nous sommes en train de commettre la même erreur avec l'uranium. Sans y prendre garde, nous sommes devenus énergivoraces, produisant et consommant de plus en plus d'énergie. Les ressources en matières premières étaient alors entre les mains du grand capital qui n'a jamais hésité à s'emparer des richesses du Tiers Monde. La guerre du Kippour, en 1973, a vu s'éveiller le désir des pays arabes de récolter un plus juste profit de ces ressources naturelles.

Cette question illustre parfaitement le phénomène clé de cette moitié de siècle : nous n'avons pas cessé de vivre à l'ère colonialiste. Au détriment des quatre cinquièmes de l'humanité, quelques riches continuent à exploiter les pays qu'ils maintiennent en état de sous-développement. Le système capitaliste s'est ainsi enrichi aisément. Mais la fin de cette période est venue. Irréversible.

Notre première réponse à la crise devrait donc nous engager à satisfaire les nécessités mondiales, et d'abord la plus urgente, la demande nutritionnelle. Nation à vocation agricole, la France devrait être largement exportatrice de céréales. Elle bénéficie également d'un plateau continental facilement accessible en eaux tempérées. L'aquaculture que nous pouvons y développer fournirait des protéines aux peuples qui ont faim.

Cette nourriture pourquoi ne pas l'échanger contre des matières premières dont nous sommes démunis. A valeur égale, sans plus-value.

Nous avons également besoin d'énergie. Ne nous leurrons pas, énergivoraces nous resterons puisque nous ne pouvons revenir à la torche et au baudet. Il semble qu'échapper au nucléaire soit devenu impossible, compte tenu des choix qui ont été faits, des sommes colossales qui y ont été investies. Les énergies de remplacement ne sont pas prêtes à la relève. Il nous reste à faire tourner les centrales nucléaires en priant Dieu qu'il n'y ait pas de pépins. Car elles sont dangereuses. Toutes construites le long des grands fleuves, sur une zone de fracture. Leur béton est conçu pour résister à des secousses de 7 sur l'échelle de Richter ; le cœur doit théoriquement résister à une

I. C. P. - SALBRIS - NANÇAY

secousse sismique de 8. Mais nous savons que le grand tremblement de terre de 1530 qui avait Bâle pour épicentre et qui a détruit tous les châteaux forts de la vallée du Rhin a eu une amplitude probable de 10. Un tremblement de terre de même amplitude — vraisemblablement même plus forte — offre une probabilité très sérieuse. Comment y résisterait la centrale de Fessenheim ? Combien de victimes faudrait-il dénombrer ?

Le programme nucléaire est d'autant plus inacceptable que nous avons le choix. Il est ridicule de se servir de l'atome pour surchauffer de l'eau qui alimentera des turbo-alternateurs, alors que, sous nos pieds, cette vapeur existe à l'état naturel. A faible profondeur, sous forme de nappes d'eau chaude à 200° en moyenne. Notre sous-sol en est riche, en particulier dans le Massif Central.

Toutes les énergies renouvelables méritent bien sûr d'être exploitées mais la géothermie haute température est une priorité dans la mesure où elle n'est ni dangereuse, ni polluante, et génératrice d'une énergie quasiment gratuite et inépuisable. Le coût de la thermie produite au site géothermique de Larderello, en Italie — compte tenu d'un amortissement trentenaire — est moins d'un centime. La thermie E.D.F. revient à 35 centimes... ! Une telle différence dégage des sommes considérables qui devraient être consacrées au domaine social, notamment à garantir le service des retraites futures dont le financement devient de plus en plus problématique.

La géothermie répond également à une autre urgence, la demande en eau potable. Les nappes phréatiques baissent dangereusement. L'activité industrielle. L'activité industrielle et agricole, le développement urbain, les polluent. Pourtant nos besoins en eau douce vont augmenter considérablement ne serait-ce qu'avec les cultures intensives dont l'essor dépend en grande partie de l'irrigation.

Armés d'une énergie nationale et peu chère, fournis en matières premières, nous allons pouvoir produire à bon marché. Et créer un courant d'échanges avec le Tiers Monde. En exportant de préférence nos technicités, pour que ces pays puissent se suffire à eux-mêmes. Mieux vaut apprendre au Sahel à construire et installer des pompes que de les lui vendre. Dans un système d'échanges loyaux, nous assurerons une ère de paix à plusieurs générations. Les besoins des pays en voie de développement sont immenses.

Il va nous falloir rivaliser avec eux. Comment abaisser nos coûts de production sans faire marche arrière en matière de protection sociale ? Le capital doit réaliser qu'il est grand temps pour les travailleurs d'obtenir une plus juste répartition des produits de leur travail. Chaque citoyen doit prendre conscience de ses responsabilités.

Le contrat social que nous proposons permet aux personnels qui ont une parfaite connaissance des matériels qui leur sont confiés et de leurs possibilités, d'en devenir gestionnaires. Les salariés doivent pouvoir autogérer en leurs ateliers leurs temps et leurs méthodes de travail : comme des gérants libres du capital. Chaque industriel pourrait aisément allouer à des responsables élus des salariés le pourcentage du chiffre d'affaires représentant les salaires et les charges. Aux salariés d'en assurer le paiement, étant entendu que le salaire de base ne saurait être diminué. A eux également de tirer le meilleur parti du matériel et de leur temps de travail. Si la production augmente, le chiffre d'affaires suit, les travailleurs et le capital en sont bénéficiaires.

Il faudrait également que chaque salarié — ou groupe de salariés — ait droit à un quota de suppléants, pris dans la masse des sans-emplois, pouvant le remplacer dans ses périodes d'absentéisme volontaire, de maladie ou de congés payés. La loi des 40 heures se doit d'être respectée, la masse des sans-emplois diminuerait rapidement. Il est indispensable que nos industries tournent un minimum de 60 heures par semaine, 52 semaines par an, pour que nous devenions compétitifs sur les marchés internationaux. Actuellement, d'une façon générale les salaires et les charges représentent 30 % du chiffre d'affaires. 20 % sont consacrés aux frais généraux, aux matières premières et aux bénéfices du capital et 50 % aux investissements. Le taux d'amortissement de ces sommes est, pour l'instant, très lourd puisqu'il ne couvre en France que 1 600 heures maximum de travail par an. Réparti sur 3 120 heures, le coût de ces investissements se trouverait réduit de moitié.

Ce système a également l'avantage d'offrir une rotation plus rapide du matériel et de serrer de plus près l'évolution technologique. Et de baisser encore les coûts de fabrication. A l'heure actuelle, l'amortissement — sur cinq ans — l'inflation de 20 % réels par an, le coût du crédit — 20 % également — concourent à laminer la valeur des investissements. En dix ans il ne restera rien. Un tel matériel qui au départ produisait un bien primaire est devenu aux deux-tiers producteur d'intérêts qui, eux, sont négatifs. Les industriels, plutôt que de défendre les intérêts nationaux, préfèrent donc émigrer dans les pays du Tiers Monde où la main d'œuvre est moins chère et plus malléable.

Dans le système préconisé, le travailleur devra aussi bénéficier d'un droit de préemption sur la mutation des actions de la société qui l'emploie. Il deviendra donc co-responsable de la gestion globale de l'entreprise. En deux ou trois générations, les travailleurs pourraient avoir le contrôle de leurs entreprises.

En réduisant les dépenses de l'Etat et en baissant la TVA avec répercussion totale sur les prix au détail, le coût de la vie baisserait brutalement. Opération absolument nécessaire pour mettre en place un blocage des prix et des salaires. Ce courant anti-inflationniste une fois créé, les industriels ne peuvent plus anticiper sur la production et stocker. Quitte à vendre moins cher, ils préfèrent réaliser leurs stocks. Puis recommencent à produire, en reconsidérant les coûts de production mais sans pouvoir faire payer aux salariés la recherche d'une meilleure rentabilité.

Le contrat social est indispensable pour sortir de la crise, de même que la concertation, c'est-à-dire le dialogue qui permet de recueillir le maximum de suggestions de la base. La meilleure force de dissuasion d'un pays est le standard de vie de ses ressortissants. Afin que tout agresseur potentiel hésite à l'envahir par peur de la contagion : un occupant venu « libérer » un peuple plus heureux que lui ne peut souhaiter autre chose que retourner dans son pays pour y imposer le même mode de vie. En occident, à condition de nous auto-gérer de façon satisfaisante, nous pouvons créer une société merveilleuse, une société de loisirs. Mais pas de loisirs organisés, lucratifs, sur itinéraires fléchés.

Le système politique, lui aussi, aurait besoin d'une réforme profonde. Tout élu devrait renoncer à toute forme d'immunité, se considérer comme justiciable du droit commun, au même titre qu'un simple citoyen. Pour écarter les tentations de démagogie électoraliste, il devrait rendre compte de son mandat devant ses électeurs. Ceci afin de garantir que les hommes chargés de penser l'avenir ne puissent, quels que soient leurs désirs, défendre leurs intérêts personnels. Un homme est vulnérable, il faut donc lui interdire la possibilité de commettre des abus.

Directeur - Gérant de P.M.E. - P.M.I., je ne puis que défendre sans électoralisme, - inconditionnellement - les revendications du C.G.P.M.E., savoir :

1 - Abrogation des ordonnances de 1945, source des contrôles policiers et du dirigisme des prix ; 2 - Maintien, dans son intégrité, de l'autorité du chef d'entreprise ; 3 - Refus de l'extension du domaine économique de l'Etat, qui pèse directement sur le contribuable ; refus de toutes nouvelles nationalisations : elles iraient à contre-courant des décisions prises par nos concurrents étrangers qui, expérience faite, dénationalisent ; 4 - Refus de toute nouvelle nationalisation du crédit qui mettrait immédiatement les entreprises comme les particuliers à la merci de l'Etat, transformant les clients de la banque en assujettis ; 5 - Allègement des charges fiscales et sociales, permettant aux entreprises d'être plus compétitives avec l'étranger et de réduire efficacement et durablement le chômage ; 6 - Révision de la loi sur les licenciements, qui constitue une entrave à l'embauche et à la mobilité de la main d'œuvre ; 7 - Maintien, respect et application stricte de la loi Royer dans sa lettre et dans son esprit ; 8 - Suppression de tous les privilèges fiscaux ou autres accordés à certaines formes de production et de distribution ; 9 - Maintien intégral du droit au renouvellement des baux commerciaux, industriels ou artisanaux ; 10 - Remplacement immédiat de la Taxe Professionnelle. Cet impôt, dans l'état actuel des choses, ne respecte pas le principe d'égalité des Citoyens ; 11 - Respect de la propriété privée - acquise par le travail et par l'épargne - et sa légitime transmission ; 12 - Refus d'une planification autoritaire de l'Etat qui va à l'encontre d'une économie de Liberté et de PROGRES.

La France dans sa volonté de changement a élu un Président Socialiste, il n'est pas question de contester le Président. Son rôle cependant doit être comme le définit la constitution de se placer au dessus des formations politiques fusse la sienne. Les élections législatives consécutives à la dissolution du parlement par le Président vont permettre de faire apparaître une nouvelle majorité. Le Président a promis pendant sa campagne de tenir compte de la volonté populaire. Dans ces conditions il est parfaitement concevable d'envisager un fonctionnement normal des institutions si la séparation des pouvoirs est respectée et de participer ainsi à la défense des intérêts de la France et de la circonscription.

Mon programme National s'applique bien entendu au premier chef à la circonscription et à la région, notamment en ce qui concerne la nécessité de promouvoir la recherche, le développement et la mise en exploitation d'énergies nouvelles, surtout la Géothermie haute température, ce, par tous les moyens, participant à doter ainsi la France de sources énergétiques autonomes seules capables de mettre fin aux pénuries présentes et futures, donc garante de son indépendance nationale. Tout en les protégeant, tirer partie, par priorité, de toutes nos ressources naturelles. Notre circonscription a une vocation rurale évidente qu'il faudra protéger efficacement d'abord pour éviter l'exode de la jeunesse vers les grandes villes et permettre ensuite de participer à l'essor agricole de la France, pour laquelle l'exportation de ses produits notamment vers les pays du tiers monde, deviendra à brève échéance sa monnaie d'échange contre les produits que nous devons importer de ces régions. Notre circonscription possède également une industrie créatrice d'emploi qu'il faudra maintenir et même développer en nous dotant notamment d'un réseau routier et de déviations mieux adaptés aux circonstances.

Vu, Le Candidat.

Par un large consensus. Pour un vaste Rassemblement National Démocratique et Social.

VOTEZ pour le Candidat dont la seule ambition est de servir LA FRANCE.